

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

Rouen, le 25/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **NORVAL**

Z.I. Le Bois de la Mare  
76480 Berville-sur-Seine

Références : UDRD.2023.04.ET.222.SB.Brj  
Code AIOT : 0005800310

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement NORVAL implanté Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORVAL
- Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2023, l'inspection s'est rendue le 21 mars 2023 sur le site de la société NORVAL situé au n° 3, Bois de la Mare à BERVILLE-SUR-SEINE.

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2005 modifié (par arrêté préfectoral du 29 février 2016) à exploiter des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipements électriques et électroniques et métalliques et autres matières recyclables.

L'inspection s'est ainsi attachée le jour de la visite à vérifier les demandes formulées lors de la précédente visite d'inspection du 5 mai 2022 ainsi que le respect de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2005 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification par sondage de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> juillet 2005 modifié;
- récolement de la précédente visite d'inspection.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n° 1</u></b>	1 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 2.15	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n° 2</u></b>	-
4	Stockages des matières	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.7	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demandes n° 3 et 4</u></b>	1 mois
5	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.10	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n° 5</u></b>	1 mois
6	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.2.5 et 4.15	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n° 6</u></b>	2 mois
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.3	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n° 7</u></b>	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de la visite du 05/05/22	Rapport d'inspection du 25/05/2022, demandes n° 1 à 3	/	<b><u>Observation n° 1</u></b>

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des dépassements sur les volumes de stockage de déchets (plastique en mélange et issus des DEEE), la présence d'un prélèvement d'eau dans la nappe au niveau du piézomètre aval non déclaré, une zone d'isolement en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité ne permettant pas de maintenir le véhicule isolé et l'absence d'un système de capotage sur la trémie du process de tri X-pert pour prévenir les envols de poussières.

De plus, il est attendu un dossier de porter-à-connaissance de l'installation du deuxième prélèvement d'eau comprenant notamment la vérification de l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages) et le respect des dispositions indiquées à l'article 3.1.10 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2005 modifié afin de garantir la protection de la ressource en eau. La rubrique IOTA 1.1.1.0 correspondante au titre de la loi sur l'eau sera ajoutée lors d'une mise à jour de classement des rubriques annexées à l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2005 modifié.

Enfin, une vigilance est attendue quant à l'identification et au positionnement des tas de déchets sur le site, en laissant notamment une distance suffisante entre les déchets dangereux de plastiques dit « bromés » des autres tas de déchets non dangereux.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suites de la visite du 05/05/22**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 25/05/2022, article demande n°1 à 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Evacuation de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Evacuation de motoréducteur (DEEE) du site et mis en place de consigne / déchets de cailloux-fils extrait de la zone et triés sur place.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les déchets d'équipements électroniques et électriques (180 kg de motoréducteurs) ont été évacués du site dans une filière autorisée (bordereau de suivi à l'appui). L'inspection constate que la zone hors dalle a été nettoyée en surface afin de récupérer les déchets cailloux-fils encore présents lors de la précédente visite d'inspection. Ces déchets stockés sur site seront prochainement criblés (séparation des fines terreuses et des fils électriques) selon les dires de l'exploitant avant d'évacuer les matériaux triés dans les filières dûment autorisées.
<b>Observations :</b> <b>Observation n° 1 :</b> L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection les bons d'enlèvement et/ou les bordereaux de suivis de déchets de cailloux-fils après criblage dans les filières dûment autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Procédure d'admission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de l'arrivée des déchets sur site, l'exploitant réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission.
<b>Constats :</b> L'exploitant avait informé l'inspection le 25 octobre 2022 du déclenchement du portique ce même jour, en raison de la présence de 2 big bags de corindon dans le camion d'un transporteur-livreur. Une fiche technique transmise également à l'inspection le 25 octobre 2022 par le fournisseur avait permis d'écarter la dangerosité du produit qui émet une très faible quantité de radioactivité et qui ne nécessite aucune protection spécifique contre les radiations. Il précise avoir appliqué la procédure de gestion en cas de détection (notamment réalisation de 2 passages et mesure de l'activité autour du véhicule), présentée lors de la présente visite mais que le transporteur était reparti sans son aval. L'inspection constate que la zone d'isolement, située sur le parking d'entrée ne permet pas de maintenir et d'immobiliser un véhicule en cas de radioactivité avérée. Il est rappelé que le camion doit être isolé et rester immobilisé sur le site dans l'attente de sa prise en charge par un organisme habilité. L'inspection constate que le portique de contrôle de la radioactivité a été vérifié le 13 mars 2023 par un organisme agréé dont le rapport conclut que le portique est fonctionnel et conforme.
<b><u>Demande n° 1</u> :</b> l'exploitant doit installer au plus tard avant le 24 mai 2023 sa zone d'isolement de façon à maintenir le véhicule en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité et mettre à jour sa procédure d'alerte de détection de radioactivité en réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 2.15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Campagne de prélèvements périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une campagne tous les 5 ans pour les eaux souterraines réalisée sur les 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval hydraulique)
<b>Constats :</b> L'inspection constate que la dernière campagne de suivi des eaux souterraines du site a été réalisée le 30 août 2022 dont le rapport conclut que les concentrations sont inférieures aux limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, sur les 3 piézomètres. L'inspection constate notamment que les valeurs mesurées sur les paramètres fer et aluminium reviennent en dessous des valeurs limites du seuil de potabilité en comparaison à la dernière campagne d'octobre 2021. Toutefois, il est relevé une concentration élevée en sodium mesurée à 371 mg/L (pour une valeur limite de qualité des eaux brutes à 200 mg/L) sur le piézomètre aval. Aussi, lors de la visite terrain, l'inspection constate la présence de palettes de sacs de sel ainsi que la trace de sel au sol à proximité du piézomètre aval susceptible d'expliquer la présence de sodium dans les eaux souterraines. Il est a noté également que le site se situant en bordure de Seine, l'effet des marées (gros coefficient les 13 et 14 août 2022) peut aussi impacter sur ce paramètre (comme sur la conductivité élevée aussi).  <b><u>Demande n° 2 :</u></b> l'exploitant doit déplacer dès à présent et à l'abri les palettes de sac de sel afin de prévenir tout déversement dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

#### N° 4 : Stockages des matières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage extérieur de métaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La surface totale des aires extérieures de stockage de métaux est de 31 100 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> Un état du stock est réalisé le jour de la visite et dont les résultats sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2189 tonnes de déchets non dangereux de plastique en mélange soit 5 470 m<sup>3</sup> avec une densité de 0,4 t/m<sup>3</sup> (supérieur au volume maximal autorisé à 4 000 m<sup>3</sup> sous la rubrique 2714) ;</li> <li>• 2404 tonnes de déchets de plastique issus des DEEE soit 6010 m<sup>3</sup> avec une densité de 0,4 t/m<sup>3</sup> (supérieur au volume maximal autorisé à 5 000 m<sup>3</sup> sous la rubrique 2711) ;</li> <li>• 22 tonnes des déchets dangereux de plastiques bromés (capacité maximale de valorisation de 40 tonnes par jour sous la rubrique 3510).</li> </ul> L'inspection relève ainsi que les stocks de déchets de plastique en mélange et issu des DEEE dépassent les volumes autorisés. De plus, l'inspection constate que les tas de déchets dangereux et non dangereux de plastique entreposés dans les alvéoles ne sont pas suffisamment éloignés des uns des autres pour éviter tout mélange. L'exploitant indique à ce sujet être en cours de réalisation d'un plan du site permettant notamment de mieux identifier les déchets par alvéoles. L'inspection constate également la présence d'eau dans la zone de stockage des déchets dangereux interdits. Après la visite, l'exploitant a procédé au curage de la grille d'évacuation des eaux pluviales le 22 mars 2023 (photographie à l'appui) afin de prévenir toute stagnation d'eau.
<b><u>Demande n° 3 :</u></b> l'exploitant doit déstocker au plus tard avant le 24 mai 2023 les tas de déchets non dangereux de plastique en mélange ainsi que des déchets de plastique issus des DEEE de façon à rester en dessous des volumes autorisées respectivement à 4 000 m <sup>3</sup> et 5 000 m <sup>3</sup> . L'exploitant doit transmettre à l'inspection un nouvel état du stock à la date du 24 mai 2023.
<b><u>Demande n° 4 :</u></b> l'exploitant doit laisser une distance suffisante entre les déchets dangereux de plastiques dit « bromés » des autres tas de déchets non dangereux au plus tard avant le 24 mai 2023, pour prévenir de tout mélange.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 5 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif doit être relevé périodiquement. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé. L'ouvrage doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent. Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions doivent être prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface, ou de mise en communication d'aquifères distincts notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substance dangereuses. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement par des matériaux inertes, de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes souterraines. La réalisation de tout nouveau forage, la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées avant sa réalisation. L'eau issue du forage est interdite pour l'alimentation.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'une pompe de prélèvement dans la nappe via le piézomètre aval qui relève du régime de la déclaration au titre de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) sous la rubrique 1.1.1.0. « <i>Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau</i> » (AMPG du 11/09/2003) et qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration au préalable. L'exploitant indique que pour des raisons pratiques, l'eau utilisée pour les besoins du système de traitement par flottaison des plastiques est plus facilement accessible sur le piézomètre aval à proximité plutôt que depuis le puits de forage situé de l'autre côté du site. De plus, l'inspection constate la présence d'une fuite sur la vanne de la pompe que l'exploitant indique avoir changé après la visite d'inspection dans son courriel du 23 mars 2023 .
<b><u>Demande n° 5 :</u></b> l'exploitant doit transmettre à l'inspection au plus tard avant le 24 mai 2023 un porter-à-connaissance concernant la réalisation de ce nouveau prélèvement d'eau dans la nappe qui devra notamment répondre aux prescriptions du présent article 3.1.10. de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2005. Il doit également réaliser dans le même délai, une vérification de l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages) du point de prélèvement d'eau en nappe sur le piézomètre aval afin de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de pollution par les eaux de surface et pour empêcher le mélange des eaux différentes aquifères. Il doit mettre en place une surveillance et l'entretien du point de prélèvement ainsi qu'une inspection périodique au moins tous les 10 ans. La consommation annuelle au titre de l'année 2022 sera transmise à l'inspection au plus tard avant le 24 mai 2023 en dissociant les quantités relevées sur le forage principal et le piézomètre aval.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Emissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.2.5 et 4.15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en place d'un dépoussiéreur sur le broyeur finition et d'un capotage sur le trémie X-pert (hangar 3) / et prévention des accumulations de poussières, notamment dans l'atelier et les locaux annexes de manière à prévenir tout danger d'incendie et d'explosion.
<b>Constats :</b> L'inspection ne constate pas la présence d'un broyeur finition mais l'absence d'un système de capotage sur la trémie extérieure alimentant le process de tri X-pert dans le hangar afin de prévenir les envols de poussière. Le broyeur à métaux (BHS) ne fonctionnait pas le jour de la visite. L'exploitant indique que ce broyeur n'est pratiquement plus utilisé, car il n'apporte pas de plus-value sur la qualité d'aluminium demandé par le client.  <b><u>Demande n° 6 :</u></b> l'exploitant doit installer au plus tard avant le 24 juin 2023 un système de capotage sur la trémie extérieure alimentant le process de tri X-pert du hangar pour prévenir les émissions de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 7 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède annuellement à la vérification de ses installations électriques, des extincteurs
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les installations électriques ont été vérifiées le 7 novembre 2022 par un organisme habilité dont le rapport relève 11 observations. Toutefois, le rapport Q18 (également du 7 novembre 2022) conclut que l'installation électrique du site ne peut pas entraîner d'explosion ou d'incendie. Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 23 mars 2023, avoir levé 8 des 11 observations le 21 mars 2023. Les 3 dernières concernent l'amélioration de la continuité de la liaison au conducteur de protection dans le local informatique, l'achat d'une grille d'un éclairage dans le bureau achat qualité et la mise à jour d'un plan de tracé des canalisations enterrées. Les extincteurs ont été vérifiés le 26 septembre 2022 dont le rapport conclut de leur bon état général et la motopompe le 13 décembre 2021. L'exploitant indique avoir mis en place un groupe électrogène sur son site.  <b><u>Demande n° 7 :</u></b> l'exploitant doit lever avant le 24 mai 2023 les 3 observations restantes relevées dans le rapport de vérification des installations électriques du 7 novembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois